

ANTIRESSE

Observe • Analyse • Intervient

Crépuscule d'Albion

**Quels ingénieurs
pour la Suisse?**

Kadyrov Djihad!

Enigme stratégique en Ukraine

Affaire Assange



N° 361 | 30.10.2022



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Royaume-Uni ou Compagnie des Indes?

A PRÈS 44 JOURS SEULEMENT À LA TÊTE DU PAYS, LIZ TRUSS A JETÉ L'ÉPONGE. LE 10, DOWNING STREET EST DEVENU UN «BED & BREAKFAST» ET LE GOUVERNAIL EST PASSÉ AUX MAINS D'UN RESSORTISSANT DES COLONIES. QU'EST-IL DONC ADVENU DU PAYS LE PLUS CONSERVATEUR D'EUROPE?

Les bonnes vieilles traditions étaient tout ce qu'il restait de la grandeur britannique. L'on peut encore acheter dans les boutiques de Londres le même paletot que portait le roi George VI ou Cary Grant et, voici quelques semaines encore, l'inoxydable reine Elisabeth faisait le pont entre l'ère numérique et l'ancien monde. Or, cette semaine, un Brit déboussolé notait cette observation pleine d'humour: «Mon fils, durant sa vie, aura connu trois chanceliers de l'Echiquier (ministres des finances), trois Premiers ministres et

deux souverains. Il est âgé de quatre mois...»

LA TOQUE DÉCOIFFÉE

La démission de Liz Truss était prévisible. En février dernier, rendant compte des frasques moscovites de la «toque anglaise», je notais qu'il s'agissait d'une personne à la fois dangereusement frivole et désespérément stupide(1). Incompétente par-dessus le marché, mais cela va de soi. J'aurais dit: cela fait partie du cahier des charges. Pour mémoire, celle qui était encore ministre des Affaires étran-

gères de l'Empire sur lequel le soleil ne se couche jamais (ou de ce qu'il en restait) s'était étalée de tout son long sur une peau de banane assez grossière jetée par Sergueï Lavrov. Elle a affirmé que le Royaume-Uni ne reconnaîtrait jamais la souveraineté de la Russie sur Rostov et Voronège — deux villes aussi typiquement russes que Birmingham et Liverpool sont anglaises.(2)

Avec une telle catastrophe comme *point of reference*, bien entendu, Rishi Sunak apparaît comme un génie et même la *gendercratie* n'y trouve rien à redire — la *diversité* raciale neutralisant dans son cas la tare de l'individu cisgenre marié et père de famille. Sportif, mince, souriant, l'air aussi ouvert que le promet l'écartement de ses oreilles et aussi concentré que le suggère son strabisme, Rishi ressemble au portrait-robot du gendre idéal dessiné par un logiciel d'intelligence artificielle à partir d'un sondage télévisé dans un pays où le Rosbif de souche à l'œil chassieux et au foie dilaté est bientôt minoritaire et encore plus inhibé que son cousin français, c'est dire. On l'a d'ailleurs aussitôt appelé le Trudeau britannique, ce qui n'a pas manqué d'inquiéter les observateurs avertis de la dérive *plurielle et inclusive* du Canada vers un infantilisme totalitaire.

UN PARFAIT SOLDAT DE LA GLOBALISATION

De fait, Rishi partage avec Justin deux traits distinctifs, outre cette étrange propension à se trémousser sur de la techno qui semble contaminer toute l'élite montante du monde

occidental. Tout d'abord, c'est encore un *young global leader* de l'académie de naufrageurs de Davos; ensuite — mais cela va de pair —, jamais personne n'a pu signaler chez lui une seule idée témoignant d'un début d'originalité ou de pensée personnelle. Sunak, comme Trudeau, comme Macron®, comme la noceuse finnoise et les nanognomes baltiques, apparaît comme un pur collecteur-redistributeur des lieux communs de son milieu. Il ânonne mordicus la liturgie de l'apocalypse climatique, déclare une confiance aveugle en la vaccination à l'ARNm qui s'est avérée l'un des plus grands scandales sanitaires de l'histoire, et bien entendu il préconise une guerre totale à la Russie, sans trêve ni compromis jusqu'au dernier Ukrainien.

Parlant de milieu, c'est là que Sunak sort tout de même du lot. Lui n'est pas valet de milliardaire, mais milliardaire lui-même, moins par son dur labeur chez Goldman-Sachs que par vocation de gendre. Jaugé à 700 millions de livres, il serait deux fois mieux nanti que le roi Charles. Détail piquant, sa femme n'est toujours pas citoyenne britannique, et ce n'est pas pour des raisons sentimentales. Son beau-père, Narayana Murthy, est patron de l'empire informatique Infosys et il investit lourdement dans les technologies de surveillance et d'identité numérique. Murthy est un éminent partenaire du World Economic Forum et semble intéressé à implanter partout où c'est possible un système de crédit social à la chinoise.

Le pays dont il est devenu Premier

ministre par défaut — c'est-à-dire sans aucun vote —, Rishi n'en connaît que les 2% dorés sur tranche. Dans une interview à la BBC, il déclarait comiquement avoir «des amis aristocrates, des amis de la haute société... des amis de la classe ouvrière... euh non, pas de la classe ouvrière», trahissant au passage une propension précoce à la gaffe en pilotage automatique qui ne le rend pas si éloigné, somme toute, de l'atroce Truss, même s'il apparaît plus présentable. Mais n'importe. Rishi est l'homme de la situation, adoubé par tout ce qui compte dans le Royaume... ou du moins dans la City, ce qui est l'essentiel. Avec lui, la Compagnie des Indes reprend publiquement les rênes du pays qu'elle a toujours eus en main, soyons honnêtes. Le départ de Truss, rappelons-le, a été grandement accéléré par une déclaration du président de la Bank of England, menaçant de ne plus acheter les obligations de son propre Etat. La reprise de Downing Street par Sunak est aussi naturelle (et ironique) que le rachat de Jaguar-Land Rover par Tata.

COMME UNE VACANCE...

Pour toutes ces raisons, la pâmoison des médias de grand chemin devant la «revanche des colonies», la montée des minorités, la «fin de la domination blanche» apparaît aussi ridicule et écervelée qu'après l'élection d'Obama. Porte-parole de la jobardise ambiante, le directeur de la rédaction de France Inter n'a pas hésité à déclarer qu'on «devrait tirer une leçon» de l'avènement de Sunak en élisant un «président d'origine algérienne

ou marocaine». Cette version institutionnelle du «grand remplacement», Michel Houellebecq l'a déjà explorée dans son roman *Soumission*, paru le même jour que le massacre de Charlie-Hebdo. Mais cela n'a rien à voir.

Il faut être particulièrement myope pour ne pas voir que la couleur de peau de Rishi Sunak n'a pas plus de rapport avec l'équilibre racial du Royaume-Uni que celle de Barack Obama n'en a eu avec la promotion des Noirs aux Etats-Unis. L'identité de Sunak n'est ni ethnique, ni nationale, ni culturelle, elle est fiscale. Le fossé qui le sépare des Indiens à curry-et-chapatis est infiniment plus vaste que celui qui sépare les Indiens à curry-et-chapatis des Rosbifs à l'œil chassieux et au foie dilaté. S'il y doit y avoir un effet *communautairement bénéfique* de l'avènement de Sunak à Downing Street, c'est qu'il fera rapidement sentir au petit Blanc rotant la bière et le ressentiment, à l'ombrageux Pak à turban et à l'Hindou dodelinant qu'ils sont enfin, pour de bon, dans le même bateau. (*Three Men in a Boat*, pour vous rappeler de lire le délicieux Jerome K. Jerome.)

Sunak va donc gouverner hors sol, sans aucune base politique, sans légitimité électorale: il a été nommé par défaut au terme d'un processus conspiratif, suite au retrait un peu «facilité» de ses deux concurrents. D'aucuns on parlé de coup d'Etat. Quoi qu'il en soit, nous avons là le plus pur exemple du technocrate propre sur lui, méticuleux et ennuyeux, à la manière d'un Mario Draghi.

Mais n'allons pas charger le pousse-

pousse du malheureux Rishi avant qu'il ait fait son premier tour de roues. On n'est jamais à l'abri d'une surprise, même si les chiens ne font pas des chats. Ce qui frappe dans cette promotion, c'est son parfait découplage d'avec ce qu'on imagine être les besoins, mentalités, préoccupations, craintes et espoirs de la population britannique. L'origine coloniale de Sunak reste après tout la seule accroche avec le peuple, du moins avec une fraction significative de celui-ci.

C'est sous la gouverne de ce premier ministre nommé par défaut, élevé en incubateur, l'esprit aussi calibré que les réactions d'un *bot* sur Twitter, que le Royaume-Uni va affronter l'une des périodes les plus périlleuses de son histoire, héritant d'une pauvreté endémique que la récession qui vient va transformer en misère hurlante. Sunak n'a pas l'air de prendre la mesure des temps. Il n'a l'air de rien d'ailleurs: aucun programme, aucune idée directrice, uniquement de la gestion. On a comme le sentiment d'une absence. Sa soudaine extinction enregistrée à la fin de son allocution inaugurale est assez intrigante à cet égard. Comme un appareil qu'on aurait mis sur pause, ou un robot privé d'instructions.

FIN D'EMPIRE

«Rome tardive. Les barbares apprivoisés à la barre de l'Empire...»: commente un néo-nazi du bataillon Azov, Serhiy Korohtikh. C'est vrai que l'avènement de Sunak est un signe des temps, même si l'histoire ne se répète jamais à l'identique. Il était fatal que

les «marges irrompent vers le centre» comme l'écrivait Ludwig Hohl, et que l'immense pression démographique et culturelle des ex-colonies se traduise en termes politiques, dans une démocratie. En l'occurrence, c'est plutôt pour signifier la fin de ladite démocratie. Sous cet aspect, ce rapprochement avec la fin de l'Empire, son racisme mis de côté, a du sens. L'intronisation des barbares n'a pas signifié le «renouveau» de la civilisation romaine avec du sang neuf, mais son déclin et le transfert du legs culturel et institutionnel vers Byzance. Dans l'aire latine, puis germano-latine, cette nouvelle «mixité» s'est traduite par la décomposition du latin littéraire en latin «de cuisine», très analogue à la régression de l'anglais correct vers le «globish», ce dialecte brut qui ne produira jamais une œuvre littéraire. S'ensuivirent des siècles de violence arbitraire dont les *Récits des temps mérovingiens* d'Augustin Thierry donnent un aperçu assez coloré. Le sac de Constantinople en 1204, haut fait de l'«Occident» naissant fut, rappelons-le, la destruction haineuse de la plus haute civilisation de l'époque par une horde de pillards et d'assassins. Mais cet événement est assez largement ignoré dans nos livres d'histoire(3). Depuis ce temps, l'«Occident» s'est arrangé, par de menus accommodements avec les faits, pour devenir synonyme de «Civilisation». Mais tout cela est en train, sous nos yeux, de rebasculer.

L'ère post-britannique en Grande-Bretagne commence véritablement avec la mort d'Elisabeth et l'avènement de ce ministre parachuté,

étranger au peuple mais étroitement intégré à l'hyperclasse globale dont les projets antidémocratiques, transhumanistes et carrément esclavagistes se déploient désormais sans camouflage, notamment au WEF de Davos où Rishi et le roi Charles III ont dû se croiser plus d'une fois. La transformation du Royaume-Uni en société anonyme est désormais patente. Cela n'empêchera pas bien entendu le Royaume-Uni de continuer à donner des leçons de démocratie au reste du monde, comme les prostituées sur le retour, dans les films d'Audiard, bougonnent sur la dépravation des mœurs.

CODA

Il y aurait des analyses à faire sur l'irrésistible montée des Indiens vers les sommets de la mondialisation ultralibérale: Sundar Pichai chez Alphabet/Google, Arvind Krishna chez IBM, Shantanu Narayen chez Adobe, Satya Nadella chez Microsoft, Ajaypal Singh Banga chez Mastercard, Ashok Vemuri chez Xerox Business, Rajeev Suri chez Nokia, etc. Ces *top-managers* ont sans doute en commun — outre leur passage obligé par les hautes écoles américaines —, des capacités scientifiques et intellectuelles supérieures à celles des semi-abrutis flaccides générés à la chaîne par l'éducation occidentale, une agilité sociale favorisée par leur multiculturalisme-multilinguisme, mais aussi une absence d'inhibitions et d'interdits judéo-chrétiens assez commode

pour des technocrates appelés à jouer le rôle de janissaires d'un système impitoyablement utilitariste pour qui les valeurs traditionnelles de l'Europe ne sont plus qu'une survivance et une entrave.

Sur ce point, la lettre ouverte du Dr Jordan Peterson à Parag Agrawal, CEO de Twitter, au sujet de la censure dont il a fait l'objet sur la plateforme, est assez éclairante. Peterson précise l'avoir composée sur «la belle île de Samos, en Grèce» et parle de vertus, mais on sent bien que l'éminent humaniste canadien pourrait tout aussi bien s'adresser à une effigie de la déesse Kali, celle qui tire la langue et tient une tête coupée. Pour le jeune Agrawal, la censure n'est certainement pas une affaire de culture ou de conviction mais de simplification des processus, une étape du cycle de création-destruction. Rien de personnel là-dedans.

Mais ceci ne sont bien entendu que mes spéculations arbitraires. J'aime beaucoup l'Inde, personnellement.

NOTES

1. Voir Slobodan Despot: «Opération «Z», ou la fracture des mondes», AP326 | 27/02/2022.
2. Avec la même absence de cervelle, la dame Truss répondit plus tard à un journaliste qu'elle n'hésiterait pas à déclencher l'apocalypse nucléaire sans même préciser *sous quelles conditions*.
3. Voir Slobodan Despot: «La fracture des mondes commence par un déni d'histoire», AP328 | 13/03/2022.



ENFUMAGES par Eric Werner

Quand les ingénieurs se trompent dans leurs calculs

IL EST BON PARFOIS QUE LES AUTORITÉS DE SURVEILLANCE FASSENT LEUR TRAVAIL ET RENVOIENT LES INGÉNIEURS À LEURS CALCULS, MÊME SI CELA IRRITE LES POLITIQUES. MAIS QU'EST-CE QUE CES RATAGES NOUS DISENT DU NIVEAU DE PRÉPARATION DES ÉLITES CHARGÉES DE GÉRER NOTRE SOCIÉTÉ ULTRA-TECHNOLOGIQUE?

Il s'est passé récemment quelque chose d'étrange en Suisse. Les Chemins de fer fédéraux avaient entrepris un projet de modernisation de la gare de Lausanne, mais en y regardant de près, les autorités de surveillance de l'Office fédéral des transports ont constaté que certains calculs étaient à refaire. Elles ont donc renvoyé le projet à l'expéditeur. C'était la statique du bâtiment qui était en cause. Il faut sans doute entendre par là qu'il y avait un risque d'effondrement: statique = équi-

libre. D'où la requête de l'autorité de surveillance: vous revoyez vos calculs. Normalement, tout le monde aurait dû être très content: on a ainsi évité une catastrophe. C'est plutôt bien de l'éviter. Vous ne trouvez pas? Non, on ne trouve pas. Nous, ce qui nous intéresse surtout, c'est le début des travaux. Ils sont maintenant retardés d'un an. C'est scandaleux, inadmissible, etc.

On résume ainsi la réaction des élus locaux, qui ont aussitôt demandé une audience à la ministre. Je ne sais

pas si elle leur a été accordée, j'espère que non. Il n'y a rien à accorder à ces personnels qui passent leur temps à parler du principe de précaution mais trouvent anormal qu'on l'applique lorsque cela les concerne eux-mêmes. En attendant, rien n'interdit de s'interroger sur l'épisode lui-même et sa signification. La Suisse se vante de former des ingénieurs de haut et même très haut niveau dans des Universités réputées comme l'EPFZ à Zurich et l'EPFL à Lausanne, et voilà le résultat: un projet renvoyé à l'expéditeur. On est dès lors amené à s'interroger d'un peu près (ou même de loin, comme ici) sur ce qui se passe en ces endroits-là. Qu'est-ce qui est vrai ou faux dans ce qu'on dit en Suisse du niveau éducatif des Suisses, en particulier de ceux qui sortent de l'EPFZ et de l'EPFL?

LES FILIÈRES QUI FORMENT ET CELLES QUI DÉFORMENT

Il y a une filière qui fonctionne plutôt bien en Suisse, c'est la filière de l'apprentissage. Ceux qui suivent cette filière en sortent généralement avec un bagage immédiatement utilisable. Ils ont été bien formés par des gens dévoués et compétents, les maîtres d'apprentissage, qui en plus ont le mérite de prendre en charge des jeunes ne sachant bien souvent qu'à peine lire et écrire, tant le niveau de l'école obligatoire s'est dégradé en Suisse ces dernières années. Ils réparent ce qui peut l'être, et en règle générale obtiennent des résultats. On pourrait en dire autant des HES,

les anciens technicums. Ce sont des écoles de grande valeur, avec souvent à leur tête des hommes et des femmes réalistes et ne se payant pas de mots. C'est au moins l'impression qu'ils donnent lorsqu'on les entend s'exprimer dans les médias. Si la Suisse a quelque chance de survivre à l'actuelle crise économique, elle le devra sans doute à ces deux filières: l'apprentissage et les HES.

Là où, en revanche, il y a des problèmes, c'est, comme on sait, dans les Universités. La dégradation est manifeste, en particulier dans les sciences humaines. On ne va pas ici s'étendre sur ces choses, elles sont assez connues. Les facultés de sciences humaines ont toujours été très perméables à l'idéologie, mais jusqu'ici cela ne portait pas trop à conséquences. On pouvait encore parler de liberté académique. Alors que maintenant, on a vraiment basculé dans autre chose. En moins d'une génération, ces institutions autrefois respectables se sont reconverties en centres de propagande en tout genre, sur le modèle des universités américaines. Des groupes d'activistes exercent les contrôles nécessaires en ce domaine. On a vu par exemple ce que cela a donné à l'Université de Genève au printemps dernier. À deux reprises, des conférenciers ont été physiquement empêchés de prendre la parole en raison de leurs positions jugées non conformes. Il est à relever qu'aucune procédure pénale n'a été engagée à l'encontre des auteurs de ces violences: ce qu'on ne saurait

bien sûr interpréter comme un signe d'approbation de la part des autorités. Les autorités sont tout à fait contre ce qui s'est passé.

L'organisation des études s'est également transformée, là encore sur le modèle américain. Les étudiants passent désormais beaucoup de temps sur l'internet en démarches administratives, et il en va, paraît-il, de même des professeurs, qui ne trouvent que rarement le temps d'écrire des livres en raison du genre de vie qu'ils sont obligés désormais de mener: colloques, commissions, séances administratives, etc. C'est à peine encore s'ils réussissent à donner leurs cours. On me dit que dans certaines facultés, les anciens cours *ex cathedra* ont été remplacés par un dialogue entre le professeur titulaire et son assistant.

Les choses ne se présentent évidemment pas de la même manière dans les sciences dures, même si certains aux États-Unis se sont mis en tête de démasculiniser les mathématiques. Mais quand on construit une gare de chemin de fer, on a intérêt quand même à ce que les calculs soient exacts. On en revient au problème qui nous intéresse. À la base, l'EPFL est d'abord une école d'ingénieurs, elle apprend aux étudiants à bien construire ce qu'on leur demandera un jour de construire: ponts, routes, gares, barrages, tunnels, maisons individuelles ou collectives, que sais-je encore. A les bien construire sans se tromper dans leurs calculs. À la fin du siècle dernier, l'EPFL avait atteint

un haut niveau d'excellence en ce domaine, et sa réputation s'étendait loin à la ronde.

Puis les choses ont évolué. L'EPFL a décidé de s'intéresser aux biotechnologies. Beaucoup d'argent a ainsi été investi dans ce domaine, avec l'espoir de créer une nouvelle économie de la biotechnologie dans la région lémanique: l'espoir fait vivre. On ne dira bien sûr pas que c'est pour cette raison que les plans de transformation de la gare de Lausanne ont été retoqués par l'autorité suisse de surveillance, mais on note quand même cette concomitance. On court toujours des risques quand on s'écarte de son métier de base pour faire autre chose que ce pour quoi on est originellement fait. L'EPFL ne se contente d'ailleurs pas d'investir dans la biotechnologie, elle est allée à la rencontre du public, comme on dit, en créant des chaires d'urbanisme et je crois aussi de sociologie. Histoire, sans doute, de soigner son image, notamment auprès des politiciens qui votent les budgets.

DES LUTTES À CONTRETEMPS

L'EPFL se montre également active en matière de discrimination positive puisqu'elle organise des cours d'informatique exclusivement réservés aux filles dans les écoles, en tout cas c'est ce qu'elle faisait ces dernières années. Je ne sais pas si c'est toujours le cas aujourd'hui. C'est l'occasion ici de relever que les autorités agissent le plus souvent à contretemps dans ce domaine. L'écart éducatif entre filles et garçons

s'est depuis longtemps renversé au profit des filles qui sont aujourd'hui beaucoup plus nombreuses que les garçons à entreprendre des études supérieures courtes ou longues. Comme le résume Emmanuel Todd dans son dernier ouvrage, on est passé en «matridominance éducative»⁽¹⁾. Les garçons sont peut-être encore majoritaires dans certaines filières, comme l'informatique. Mais à ce compte-là, on ne voit pas pourquoi les facultés de médecine n'organiseraient pas des cours similaires de médecine dans les écoles, mais réservés, eux, exclusivement aux garçons, puisqu'il y a désormais nettement plus d'étudiantes que d'étudiants dans les facultés de médecine en Suisse.

On n'a plus besoin aujourd'hui de motiver les filles à faire des études, elles le montrent assez. En revanche, il y a un vrai problème de motivation chez les garçons, illustré par l'insuffisance de leurs résultats scolaires. Les chiffres sont même accablants. Mais il en faudrait davantage pour émouvoir les innombrables bureaux de l'égalité matridominants qui prospèrent à tous les échelons de l'administration suisse. Ils n'ont à l'évidence pas été conçus pour résoudre ces problèmes. Ils mènent avec acharnement une guerre gagnée depuis longtemps (pas par eux d'ailleurs), et donc les problèmes se posent maintenant à l'envers. Ils ont une guerre de retard. Voilà pourquoi je trouve plutôt bien que l'au-

torité de surveillance ait demandé aux chemins de fer suisses de revoir leurs calculs, quitte à ce que les travaux de transformation de la gare de Lausanne prennent une année de retard. Il faudrait que cela arrive plus souvent.

Les remarques qui précèdent n'épuisent d'ailleurs pas le sujet. On pourrait s'interroger en effet sur l'intérêt qu'il y a à engager de tels travaux alors même que les coûts de l'électricité sont en train d'exploser et que personne ne sait seulement s'il y aura encore assez de courant l'an prochain pour faire rouler les trains actuels. C'est complètement paradoxal. En plus, ce faisant, on encourage le trafic pendulaire, qui est une vraie plaie dans le monde actuel, au sens où il n'est pas bon pour l'être humain de passer autant de temps de sa vie sur les routes ou dans les transports en commun pour aller au travail ou en revenir. C'est une vie d'esclave. Tout ici est subordonné à l'économie et au développement de l'emploi, sans égards aux conséquences sur la santé aussi bien physique que psychique des gens. Cela relève de la fuite en avant. Il est vrai que les caisses publiques en profitent, et donc aussi ceux qui vivent des caisses publiques, à savoir les dirigeants.

NOTE

1. Emmanuel Todd, *Où en sont-elles? Une esquisse de l'histoire des femmes*, Seuil, 2022, p. 198.



LE GRAND JEU par Jean-Marc Bovy

Le djihad tchéchène contre l'Occident (Kadyrov, 2)

CE 25 OCTOBRE, LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCHÈNE KADYROV APPELAIT LES MUSULMANS DE TCHÉCHÉNIE ET DE RUSSIE À S'ENGAGER DANS UN DJIHAD CONTRE L'OCCIDENT ET DÉFENDRE L'UKRAÏNE CONTRE LA «DÉMOCRATIE SATANIQUE». CE N'EST PAS LA PREMIÈRE FOIS QUE KADYROV ÉVOQUE LE DJIHAD.

Fin février, quelques jours après le lancement de l'offensive russe en Ukraine, le mufti de Tchétchénie déclarait que les combattants tchéchènes enrôlés dans l'opération spéciale «étaient partis pour le djihad et se battaient au nom d'Allah». Un mois plus tard, Kadyrov pouvait reprendre le discours du primat et appeler les professionnels engagés sur le front ukrainien «à mourir sur la voie du djihad». Depuis lors, le ton est encore monté. Le djihad tchéchène est devenu une guerre contre les valeurs de l'Occident. Sur sa chaîne Telegram, Kadyrov écrit: «Ils veulent dépecer la Russie, l'humilier, la piétiner dans la boue et en fin de compte anéantir notre

foi (...) de sorte qu'il ne nous reste plus aucune identité et plus aucune valeur familiale». Tout en stigmatisant la situation des pays occidentaux qui ont opté pour une «démocratie satanique», il admet «préférer se battre contre cette abomination pendant qu'elle est encore embryonnaire, plutôt que d'attendre qu'elle s'empare ici de notre patrie». Il s'adresse à tous les musulmans du Caucase: «Nous sommes nécessaires à notre gouvernement [celui de Moscou] et à notre président. C'est pourquoi je m'adresse en premier lieu aux peuples du Caucase: rappelez-vous le rassemblement organisé à Grozny contre les caricatures de notre Prophète bien-aimé [celles de

Charlie Hebdo]. Vous étiez venus par millions [en réalité, quelque 800 000, selon des sources crédibles]. Vous aviez exprimé votre indignation, comme tous les musulmans. Les manifestants de Grozny ont menacé de partir pour l'Europe pour mettre en déroute ces blasphémateurs. Où sont donc ces héros? Un musulman qui se respecte ne doit pas se défiler en cherchant une excuse».

L'ordre est donné: «Dans ce djihad, les commandants tchéchènes ont pris la décision de ne pas se défendre, mais seulement d'attaquer (...). Il faut anéantir ces diables infidèles, où qu'ils soient et où qu'ils se terrent» (1).

L'appel au djihad n'a pas eu le succès escompté. Kadyrov croyait parler pour son peuple en se targuant au départ de lever une armée de 70'000 volontaires. Finalement, ce sont seulement 8 000 combattants tchéchènes qui se sont laissés enrôler avant que Poutine ne déclare la mobilisation. Pour pallier le manque d'ardeur des Tchétchènes, Kadyrov a recouru à diverses méthodes plus ou moins autoritaires. Il a même voulu montrer l'exemple de façon très médiatisée en envoyant sur le front ukrainien trois de ses garçons encore adolescents. Il prouve une fois de plus qu'il est au-dessus des lois,

puisque la Russie interdit d'envoyer des mineurs au combat. Au fil des ans, le commandant de la première heure, style guérilléro, semble avoir perdu le contact avec ses hommes, mais continue de parader en tenue de combat, comme son ennemi avéré Zelensky. Il règne sur le pays depuis un palais digne d'un tsar et impose l'ordre de façon brutale non seulement contre les terroristes islamistes, mais aussi contre les simples civils coupables d'élever la voix.

Dick Marty, le procureur suisse qui avait été délégué en 2010 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour enquêter sur la situation des droits de l'Homme dans le Caucase du Nord, lui a rendu visite dans son palais. Il décrit «comment le seigneur de Grozny considère que toute personne qui s'oppose à lui est un ennemi qu'il faut neutraliser sans ménagement. Être contre Kadyrov, c'est risquer sa vie» et souligne «son manque total d'empathie pour les victimes et la douleur de leur famille. Bref, une personnalité psychopathe». L'ancien procureur, qui en a vu d'autres, raconte comment Kadyrov, fâché par la tournure prise par l'entretien qu'il a eu avec lui, a voulu terroriser son hôte en l'abandonnant dans son palais pour la nuit sur fond sonore de rugissements

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.

Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 202, 1950 Sion, Suisse.

Rédacteur en chef: Slobodan Despot. Direction stratégique: Yulia Baburina.

Abonnement: [via le site ANTIPRESSE.NET](http://www.antipresse.net).

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

de lions diffusés par haut-parleurs. Dans la journée qui avait précédé, Marty avait été conduit sur la tombe de Kadyrov père, assassiné en 2004, pour y déposer une gerbe de fleurs. Cet hommage contraint ne l'a pas empêché de relever «que Kadyrov père s'était rallié au pouvoir russe, estimant que la guerre conduite par les indépendantistes était devenue une guerre par trop religieuse, trop influencée par la mouvance wahhabite et par la présence excessive de moudjahidines étrangers. Cette dénonciation n'était pas sans fondement (...). Comme pour la Bosnie, cette réalité n'a pas été considérée en Occident. Ce qui n'excuse en aucune façon la sauvagerie des troupes russes lors des deux guerres, notamment lors des bombardements de la population civile de Grozny, ni les atrocités du régime tchéchène mis en place et soutenu par Moscou»(2).

Le passif que Kadyrov traîne derrière lui est énorme(3). Le retour de la paix en Tchétchénie s'est fait au prix d'exactions, de crimes non élucidés et d'atteintes aux droits les plus élémentaires, pour lesquels il n'y aurait pas d'excuses, si l'on

écoute le procureur Marty. Mais dans la guerre contre le terrorisme, que peut-on faire si ce n'est utiliser les mêmes armes que celles de son adversaire? Avant de citer Kadyrov en justice, on devrait tenter un procès posthume à Brzezinski et au cynisme anglo-saxon, qui ont laissé le djinn sortir de sa bouteille, sans se rendre compte qu'à Grozny comme à Kaboul, il allait se retourner contre ses maîtres après avoir provoqué d'incommensurables dommages.

L'histoire dira aussi si le djihad lancé par le tyran de Tchétchénie contre l'Occident ne représente pas pour certains une croisade salvatrice d'un nouveau type. Ainsi la babouchka russe libérée par des combattants tchéchènes au cri d'Allah Akhbar, qui se signe devant ses sauveurs musulmans(4).

NOTES

1. kavkaz-uzel.eu en russe ou en anglais.
2. Dick Marty, *Une certaine idée de la Justice*, Favre, 2018.
3. kavkaz-uzel.eu
4. Voir l'interview de Sylvain Ferreira sur TV Libertés à 24,00: Guerre en Ukraine: Le vrai plan de Poutine



PASSAGER CLANDESTIN: Bernard Wicht

Décrypter l'énigme stratégique en Ukraine

EST-IL TOUJOURS UTILE DE PRÉCIPITER LA VICTOIRE LORSQU'ELLE EST À PORTÉE DE MAIN? L'HISTOIRE NOUS SUGGÈRE QUE NON, MAIS TOUT LE MONDE SEMBLE L'AVOIR OUBLIÉ. D'OÙ, PEUT-ÊTRE, L'INCOMPRÉHENSION TOTALE DES OPÉRATIONS MILITAIRES EN COURS QUI RÈGNE EN OCCIDENT.

Si, un jour, nous parvenons à faire la part des choses, on enseignera sans doute la guerre en Ukraine d'abord comme la plus grande manœuvre de désinformation jamais réalisée dans l'histoire de l'art de la guerre. Relayée consciencieusement par les médias européens et américains et, chez nous, par quelques experts proches des milieux OTAN, cette manœuvre est parvenue jusqu'ici à empêcher toute analyse cohérente de ce conflit. Les Ukrainiens

ne cessent de publier des communiqués de victoire tandis que les Russes se montrent très discrets. Autrement dit, et pour reprendre les propos d'Hercule Poirot, le fameux détective créé par Agatha Christie, «dans cette affaire tout le monde ment», contraignant ainsi notre homme à reconstruire les événements en fonction de son expérience du crime, du sens commun et des questions de base (*cui bono*, le mobile, l'opportunité et les moyens).

Dans cette guerre en l'occurrence, nous nous trouvons dans une situation très similaire et nous nous voyons contraints d'essayer de reconstruire le déroulement des opérations en fonction de quelques bribes de réalité et en nous fondant sur la connaissance de l'art de la guerre et de l'histoire militaire. C'est pourquoi il faut déterminer, au-delà des narratifs successifs que les États-Unis et l'OTAN cherchent à imposer depuis le début du conflit (résistance victorieuse des forces ukrainiennes, puis crimes de guerre russes et, plus récemment, vaste contre-offensive ukrainienne et retrait de l'armée russe), ce qu'on peut en dire avec un minimum de certitude à ce stade:

- Fin 2021, à la veille du déclenchement de la guerre, l'armée ukrainienne est en état de déliquescence.
- En juin 2022, de hauts responsables ukrainiens reconnaissent que leurs troupes subissent des pertes effroyables face à la puissance de feu de l'armée russe, environ 100 morts et 500 blessés par jour, c'est-à-dire l'effectif quotidien d'un bataillon.
- Sur le terrain depuis la fin de l'été, on voit une armée russe qui n'a pas l'air pressée d'en finir, qui prend son temps en avançant à certains endroits et en reculant à d'autres. Bien que largement mécanisée et disposant de la complète maîtrise du ciel, celle-ci ne

lance pas la grande offensive décisive visant la capitulation du gouvernement Zelensky. Au contraire, elle laisse les Ukrainiens reprendre quelques villes et villages.

Dès lors, faut-il accepter le narratif occidental officiel relatant une contre-offensive décisive, grâce aux armes-miracle livrées par l'OTAN, (y compris les mercenaires pour les servir) et le repli général des forces russes incapables de réagir?

Cette version des faits serait éventuellement acceptable si on se trouvait face à l'armée russe des années 90, celle qui s'est enlisée en Tchétchénie et dont la déliquescence était alors équivalente à celle de l'armée ukrainienne à la veille du 24 février 2022. Il a fallu plus d'une décennie à Vladimir Poutine pour restaurer un outil militaire efficace et compétent dont les qualités ont pu être constatées lors de l'intervention en Syrie aux côtés de Bachar El Assad à partir de l'automne 2015.

Revenons à notre question: comment expliquer ce «jeu du chat et de la souris» auquel se livre l'armée russe? Cette expression pourrait d'ailleurs, à elle seule, livrer «la» clef pour décrypter ce qui se passe à l'heure actuelle:

- Pour mémoire, l'objectif de la Russie n'est pas prioritairement l'Ukraine, mais la sidération et le déséquilibre de l'UE et de l'OTAN (crise énergétique

et économique, inflation puis récession...).(1)

- D'autre part, sous la pression de ses mentors occidentaux, le président Zelensky a retiré ses propositions de paix de février-mars, la guerre peut donc se poursuivre jusqu'à épuisement: c'est très vraisemblablement le jeu que pratique le chat russe avec la souris ukrainienne. Une solution négociée paraissant impossible aujourd'hui, seul l'épuisement (démographique) de l'Ukraine peut garantir à la Russie une relative «tranquillité» à long terme sur sa frontière sud-ouest.
- Dès lors, cette *dialectique chat/souris* pourrait expliquer l'attitude russe visant à «ne pas vouloir en finir». Une telle posture stratégique n'est pas inédite dans l'histoire militaire.

LE PRÉCÉDENT ESPAGNOL

Le cas de la Guerre civile espagnole (1936-1939) est particulièrement emblématique à cet égard. Le général Franco, commandant en chef des forces nationalistes, a été considéré pendant longtemps, certes, comme un homme politique très habile, mais comme un piètre stratège sur le terrain. Malgré la supériorité militaire dont il dispose, il aurait fait de mauvais choix opérationnels laissant aux Républicains l'opportunité de mener des contre-attaques désespérées prolongeant, de la sorte, la guerre d'au moins un an.

Puis récemment, les recherches historiques ont révélé que ces «mauvais choix» avaient été faits sciemment afin d'épuiser le potentiel humain des Républicains dans des batailles d'anéantissement où la puissance de feu de l'armée nationaliste pouvait donner sa pleine mesure. À titre d'exemple, en septembre 1936 déjà, plutôt que s'emparer de Madrid alors très peu défendue, et obtenir ainsi la capitulation du gouvernement républicain et terminer la guerre en deux mois, il opte pour la prise de Tolède, ville certes très symbolique, mais dont l'importance stratégique est relative. Il veut une guerre longue pour détruire le potentiel démographique des Républicains et «nettoyer» de la sorte les régions conquises des populations favorables au régime en place. Il considérerait qu'il ne pourrait pas disposer de la stabilité nécessaire à la reconstruction du pays si une jeune génération pro-Républicaine suffisamment nombreuse survivait à la guerre. Il le dit explicitement dans un entretien:

«Dans une guerre civile, mieux vaut une occupation systématique du territoire, accompagnée du nettoyage nécessaire, qu'une déroute rapide des armées ennemies qui laisserait le pays infesté d'adversaires.»

VERS UN EFFONDREMENT MUTUEL?

Mutatis mutandis, ce pourrait donc être le calcul des Russes face à la guerre (par procuration) que les

États-Unis et l'OTAN leur livrent par Ukrainiens interposés. Celle-ci finira par s'arrêter faute de combattants. Mais il faut s'empresse de dire que, côté russe, tout n'est pas simple non plus. Le choc provoqué par la mobilisation partielle auprès des jeunes générations concernées n'augure rien de bon. En effet, une partie de la société de ce grand pays goûte depuis plus de vingt ans aux «délices» de la société de consommation: possibilité de voyager à l'étranger, un certain sentiment de liberté lié au mode de vie consumériste, etc. Pour tous ceux-ci, soudain, tout s'arrête et se referme. Le spectre de la guerre et de la mort revient hanter leur quotidien: d'où la question, une guerre qui se prolonge et commence à toucher les Russes eux-mêmes, est-elle toujours aussi acceptable... et surtout supportable?

Dans ces conditions, on peut donc émettre l'hypothèse que Russie et Ukraine risquent, toutes deux, un effondrement mutuel. Un peu selon la dialectique entre la Grèce et Rome dans l'Antiquité, l'antinomie entre ces deux mondes se résumant par la célèbre formule — *Et la Grèce vaincue a conquis son rude vainqueur* — exprimant le

fait que, militairement défaite, la Grèce est néanmoins parvenue à complètement helléniser le monde romain. En l'espèce, une Ukraine militairement détruite provoquerait, comme un choc en retour, un affaissement de la Russie en raison des sacrifices exigés, ou pour le moins ressentis par une partie du peuple russe...

- Illustration: Assaut des troupes nationalistes dans les faubourgs sud de Madrid, octobre 1936.
- Autres analyses de Bernard Wicht au sujet de l'Ukraine: «Perspectives de la guerre russo-ukrainienne», AP327 | 06/03/2022; «Guerre russo-ukrainienne: la stratégie de la sidération», AP328 | 13/03/2022; «Où est passée l'armée ukrainienne?», AP331 | 03/04/2022.

NOTE

1. Cf. à ce sujet mon article du 11 mars 2022 sur le site *Heidi.News*, «Vladimir Poutine aurait-il déjà gagné la guerre ? ». J'y expose que dans l'art opératif soviétique, puis russe aujourd'hui, l'objectif se situe rarement sur le champ de bataille, mais vise l'«ennemi systémique», c'est-à-dire en l'espèce pas tant l'Ukraine que l'UE et l'OTAN.

LISEZ-MOI ÇA! par Marco Bossi

«L'affaire Assange» de Nils Melzer

NILS MELZER, PROFESSEUR DE DROIT, A ÉTÉ JUSQU'EN 2022 RAPPORTEUR SPÉCIAL DES NATIONS-UNIES SUR LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS. IL A AUSSI ÉPINGLÉ LA DÉFAITE DU JOURNALISME EN CONSACRANT UN LIVRE AU DESTIN TERRIBLE DE JULIAN ASSANGE. CAR IL EST INVRAISEMBLABLE QUE LES MÉDIAS, APRÈS AVOIR CÉLÉBRÉ LE TRAVAIL DE WIKILEAKS, CONTINUENT DE RECOUVRIR LE MARTYRE DE SON FONDATEUR D'UN VOILE DE SILENCE. CETTE PRÉSENTATION DE SON LIVRE EST UN CRI DU CŒUR.

Il était temps qu'un homme osât se lever pour s'indigner du sort de Julian Assange et dire publiquement son amour inconditionnel de la Justice. Nils Melzer l'a fait en dénonçant le sort inique de celui qui créa WikiLeaks en dévoilant la véritable histoire en train de se faire avec ses crimes de guerre et la corruption des institutions d'État, où qu'elles soient dans le monde.

Oui! Nils Melzer a fait œuvre de justice et de courage en publiant son livre sorti l'année passée et traduit en français aujourd'hui. Il est intitulé: *L'affaire Assange*. Son plaidoyer pour le libérer sans délai vient à point nommé pour faire entendre la vérité sur un débat depuis trop longtemps interdit (encore un). Un brouillard de mensonges a été entretenu par les médias. Ces médias qui, souvent et trop vite, ont été enclins, par manque de rigueur ou pire par complaisance, à adouber la fabrication de l'opinion publique établie par les États de plus en plus engagés dans des dépenses gigantesques et effrénées pour garder leurs crimes au secret, au nom d'une guerre



totale qu'ils entretiennent entre eux pour imposer leur grand spectacle et torturer les individus qui entendent rester humains et droits, mais qui sont traités comme des ennemis ou des espions à la solde d'un ennemi imaginaire. Ces régimes totalitaires et donc paranoïaques sont criminels (Cf.: *Le débat interdit* d'Ariane Bilhe-

ran et Vincent Pavan). Ils prétendent défendre le droit, ils déshumanisent à la chaîne et défient le principe de réalité... Mais ce n'est que pour un temps. La patience a toujours raison des mensonges politiques.

Nils Melzer n'a pas seulement livré un plaidoyer pour libérer Assange, il retrace à travers son exemple et sans complaisance l'histoire d'un dispositif d'État depuis longtemps déjà bien huilé et qu'il connaît bien: la torture des détenus politiques enfermés pour être proprement éliminés de notre humanité. Melzer a ce talent rare d'une écriture limpide et claire (il est enseignant et juriste de terrain). En quelques paragraphes, il nous fait comprendre toutes les subtilités du droit dont il est un fin connaisseur et nous en déduisons que si Assange est encore aujourd'hui en prison,

c'est que la tendance totalitaire des États est en train de devenir systématique. Ils sont en passe de couler une chape de béton sur toutes les personnes intègres qui auraient l'audace de dénoncer les crimes qu'ils perpètrent sans frein sur des populations démunies.

Lisez ce livre... L'important est qu'il circule comme un bienfait, comme un talisman. Il est l'incarnation d'une foi profonde en l'humanité. Il est bénéfique, vivifiant et nous fait comprendre aussi à quel point nous sommes en définitive responsables de ce qui nous arrive: nous avons les moyens de penser par nous-mêmes, de prendre conscience de la valeur incommensurable que représente un témoin intègre comme Assange.

- Nils Melzer, *L'Affaire Assange*, éditions Critiques, 2022.

Pain de méninges

LA TECHNOSPHERE

Si nous assemblons l'ensemble de ce tableau de la technosphère, nous voyons une intelligence mondiale émergente qui déteste toutes les formes de vie, aime la physique et la chimie, déteste tout ce qu'elle ne peut pas dominer ou contrôler, est habile à utiliser les humains à ses propres fins, mais est tout à fait prête à les tuer quand ils ne sont plus nécessaires ou quand ils se mettent en travers de son chemin, ce qu'elle peut facilement faire parce que ses technologies les plus avancées et les plus efficaces sont ses technologies de mort — armes conventionnelles, nucléaires et chimiques, guerre bactériologique et technologies politiques qui envoient les gens au combat.

— Dmitry Orlov, *Shrinking the Technosphere* (extrait trad. par S. Despot)

TURBULENCES

SERBIE-UE - Explosion de franc-parler

De manière assez inconsidérée, l'Union européenne a multiplié les pressions sur la Serbie afin qu'elle se renie doublement: en reconnaissant le pseudo-Etat du Kosovo ET en imposant des sanctions à la Russie. Aux dernières nouvelles, les Eurocrates y ont ajouté une «incitation» financière.

Les déclarations récentes des officiels montrent qu'ils en ont plus qu'assez et que le pays, qui végète depuis des années à la porte de l'Union, pourrait se diriger vers un renversement d'alliances. Cette semaine, pourtant, le président Vučić a remanié son gouvernement, écartant entre autres son spectaculaire ministre de la Défense Aleksandar Vulin, notoirement pro-russe, qui ne faisait aucun mystère de sa méfiance à l'endroit des Occidentaux.

La Serbie aurait-elle plié devant les exigences de l'UE/OTAN? Selon les bons connaisseurs de la politique serbe, il s'agit d'un jeu d'usure tournant autour de la question cruciale des sanctions antirusses. Le remaniement ministériel rend techniquement impossible, des semaines durant (voire plus si affinités), l'adoption d'une telle mesure puisqu'elle ne peut être validée que par le chef du gouvernement en pleine possession de ses fonctions. Par ailleurs, l'encombrant Vulin a été recasé au poste stratégique de chef des renseignements tandis que la «voix de Washington» au sein du gouvernement, Zorana Mihajlović, a été discrètement poussée vers la sortie à la faveur du brouhaha.

Pour la première fois de son histoire moderne, la Serbie a par ailleurs développé d'étroites relations d'amitié et d'alliance avec la Hongrie. Des méfiances ancestrales ont dû être surmontées. Cette innovation indique la création d'un bloc dissident solide au sein d'un continent entièrement soumis à

l'OTAN. Un bloc géographiquement proche de la Turquie, soit dit en passant.

Quelques citations intéressantes:

A PROPOS DE LA DICTATURE ALLEMANDE DANS L'UE

«Si la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a menacé la Serbie au nom de l'Allemagne en exigeant que nous reconnaissons le pseudo-Etat du Kosovo, alors c'est la position d'un pays important et considérable, mais non la position de l'Union européenne. Mais si madame la ministre allemande s'est exprimée au nom de l'Union européenne, alors tous les Européens ont des raisons de s'inquiéter. Non pour la Serbie, mais pour eux-mêmes, parce que chaque fois que l'Allemagne a parlé au nom de l'Europe, l'affaire s'est mal terminée.» (Aleksandar Vulin, ministre des Affaires étrangères de Serbie, 14.X.2022.)

A PROPOS DE L'ARRIÈRE-PLAN IDÉOLOGIQUE DE L'UE

«Depuis que la Grande-Bretagne a quitté l'UE, celle-ci est devenue le club des pays qui avaient au moins une division sous Stalingrad, et qui mènent une politique correspondante.» (Aleksandar Vulin, ministre des Affaires étrangères de Serbie, 16.X.2022.)

A PROPOS DES CHANTAGES DE L'UE

«Tout le monde parle du plan Scholz-Macron, mais personne ne l'a vu. Tous ont leur avis, qu'ils ont publiquement exprimé... Si vous croyez qu'il suffirait que la Serbie déclare qu'elle appliquera dès demain les sanctions à la Russie, c'est non: on nous tapoterait sur l'épaule cinq ou six jours. Aujourd'hui, ils se servent de cela pour nous marteler sur la tête dans tous les forums, puis ils vont nous faire ce qu'ils accusent la Russie de faire aux autres.» (Aleksandar Vučić, président de Serbie, 17.X.2022.)

«Ils ne nous ont pas laissé la moindre chance d'accepter quoi que ce soit.»

(Aleksandar Vučić, président de Serbie,
27.X.2022.)

MARQUE-PAGES - La semaine du 23 au 29 octobre 2022

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Mythomanies. Les analyses de Jacques Baud sont de vrais cailloux dans la chaussure. Elles sont irréductibles et obligent les pouvoirs à se déchausser. D'où les campagnes de presse *ad personam* dirigées par les organes de mésinformation contre l'ex-colonel du renseignement suisse. Dans cette remarquable synthèse, Baud rappelle exemples à l'appui que l'Occident ment et se ment en jet continu au sujet de la guerre en Ukraine. Cela allait sans dire, surtout dans l'Antipresse, mais cela va encore mieux en le disant.

Ausweis! Le pauvre M. Macron® s'est trouvé contrarié dans ses projets d'instaurer un pass vaccinal en France. Qu'à cela ne tienne: il suffit d'un règlement adopté en douce, nous apprend le *Courrier des Stratèges*, et hop! le soin de fliquer les français est délégué à Mme von der Alien, décidément insatiable dans ses ambitions de tout contrôler.

Délocalisation. Le complexe chimique BASF, successeur de IG Farben, est un monument bien connu de l'industrie allemande, pour ne pas dire un morceau d'histoire de l'Allemagne. Or voici que, selon le *Financial Times*, les patrons de la vénérable industrie se trouvent quelque peu à l'étroit en Europe et envisagent de «réduire la voilure de manière permanente» sur le continent. Faut-il lire: de délocaliser vers les Etats-Unis? L'Oncle Sam n'avait-il pas déjà organisé des *Ratlines* dans la même direction pour d'illustres prédécesseurs, vers 1945?

Des génies, vous dis-je! Comme nous le rapportons la semaine dernière, les navires méthaniers s'entassaient devant les

terminaux gaziers espagnols, des semaines durant — au point que les armateurs envisagent de revendre leur cargaison ailleurs. De fait, l'Europe n'a jamais acheté autant de gaz liquéfié. Le hic, c'est qu'une grande partie de ce gaz est produit en... Russie... quoique par des sociétés privées. En résumé, donc: l'Europe se prive de gaz russe d'Etat livré par une filière simple, non polluante et bon marché — les gazoducs — pour racheter du gaz privé via une filière complexe, très polluante et très chère. Les planificateurs de l'UE touchent au génie. Ils sont en bonne voie pour décrocher le prix Darwin du suicide économique.

Œufs de coucou. Vous n'arrivez plus à faire la différence entre journalisme et publi-reportage? C'est normal: il y a des agences qui veillent à effacer la ligne de démarcation. Cet article fort bien renseigné de l'OJIM sur l'agence Avisa Partners vous livre un cas d'école de détournement-parasitage de l'information.

Propaganda! Confirmé par la justice lettonne dans un entretien enregistré avec l'opposant ukrainien exilé Anatoly Shariy (avec sous-titres anglais): affirmer que la Russie a une grande culture et que Mendeleev est un grand chimiste, c'est faire de la propagande russe. Critiquer son propre gouvernement (ukrainien, en l'occurrence), également! Conclusion de Shariy: qu'est-ce qu'un tel pays fait dans l'Union européenne? Si L'Europe a une valeur centrale, c'est bien la liberté de pensée et d'expression, non?

Teaser. Nous parlions la semaine dernière de l'énorme rapport adressé aux membres du Congrès et qui énumérait les preuves de crimes et de débauche dégoûtante du laptop égaré de Hunter Biden, fils de qui l'on sait. Qui veut s'éviter la lecture de ces 630 pages assez déprimantes peut toujours visionner ce résumé vidéo d'à peine deux minutes. Il vaut le détour. On y voit des fumées, des fesses et des armes. Un grand clip de rap!

PANORAMIQUES

PAR PATRICK GILLIÉRON LOPREND

